



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de l'environnement
Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle**

8 AOUT 2023

Arrêté n° 80/2023/ENV du

mettant la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES en demeure de remédier dans le délai de cinq mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de chiens installé à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville.

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de la préfète des Vosges – Mme MICHEL-MOREAUX (Valérie) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2120 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les actes administratifs délivrés au titre de la législation sur les installations classées, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2809/2004 du 16 novembre 2004, plaçant sous le régime de l'enregistrement et la rubrique n° 2120 (Chiens) de la nomenclature, l'établissement d'élevage de chiens exploité par la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;
- Vu le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2023 de l'inspection des installations classées, concernant l'établissement d'élevage de chiens exploité par la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;
- Vu le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2023 de l'inspection des installations classées, adressés par lettre recommandée du 28 juillet 2023, pour observations éventuelles dans le délai de huit jours, à la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES, concernant son établissement d'élevage de chiens installé à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;

Considérant que la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES n'a formulé aucune remarque sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été adressé le 28 juillet 2023 par la préfète des Vosges ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 23 mai 2023 que la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES n'exploitait pas

son établissement d'élevage de chiens dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables et fixées par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2004 susvisé et l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifié susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 23 mai 2023 que la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES n'exploitait pas son établissement d'élevage de chiens dans le respect des prescriptions réglementaires fixées d'une part par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2004 susvisé, d'autre part par les articles 9 (Moyens de lutte contre l'incendie), 10 (Installations électriques et chauffage), 14 (Ouvrages de prélèvements) et 15 (Collecte des effluents) de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifié susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées propose que la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES soit mise en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans le délai de cinq mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de chiens installé à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;

Considérant que la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES doit remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de chiens installé à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement stipulent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Considérant dans ces conditions qu'il convient de mettre la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans le délai de cinq mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de chiens installé à Aydoilles (88600), Route de Vaudéville ;

Considérant que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} – La société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES dont l'adresse est Route de Vaudéville – Aydoilles (88600), est mise en demeure, pour son établissement d'élevage de chiens installé à l'adresse précitée, de respecter dans le délai déterminé ci-après, d'une part l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2004 susvisé, d'autre part les articles 9 (Moyens de lutte contre l'incendie), 10 (Installations électriques et chauffage), 14 (Ouvrages de prélèvements) et 15 (Collecte des effluents) de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifié susvisé.

Pour ce faire, elle devra, **dans le délai de cinq mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- mettre à jour le dossier administratif au titre de la législation sur les installations classées, par un porter à connaissance à l'inspection des installations classées,
- étanchéifier les sols et murs de l'installation,
- disposer d'un plan de réseau de collecte
- séparer les eaux usées des eaux pluviales,
- mettre en place un suivi régulier des consommations d'eau sur l'élevage,
- réaliser le contrôle périodique de l'ensemble des installations électriques de l'établissement,
- mettre à jour le plan des locaux,
- décrire les dangers présents au sein de l'élevage.

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ELEVAGE CANIN D'AYDOILLES et dont une copie sera adressée pour information au maire d'Aydoilles.

Fait à Epinal, le

- 8 AOUT 2023.

La Préfète,

En délégalion, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PERCHERON

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification.